

# LETTRE DE LIAISON

des militants combattant  
pour le **Front Unique**  
des syndicats de l'enseignement public

N° 119  
26 septembre 2007

ISSN 1245-0286

[www.frontunique.com](http://www.frontunique.com)

Compte rendu de mandat des élus Front Unique au CDFN de la FSU (18 et 19 /09/2007)

***Pour créer les conditions de la mobilisation visant à briser l'offensive du gouvernement Sarkozy Fillon  
Contre le budget 2008, contre toute suppression de poste, pour la défense du statut de la Fonction Publique,  
pour la défense du statut et de la qualification des enseignants :***

**La responsabilité de la direction de la FSU :**

- **aucune participation aux « conférences » Fonction Publique**
- **aucune participation à la commission Rocard Pochard dite de « redéfinition » du métier d'enseignant**

## Présentation

*Nous avons devant nous neuf mois décisifs. Pour le gouvernement Sarkozy Fillon, l'objectif est de bouleverser profondément les relations sociales au détriment de la classe ouvrière, des travailleurs, de la jeunesse, de dynamiser leurs acquis essentiels : contrat et temps de travail, retraites et pensions, statut de la Fonction Publique, droit aux études, droit de grève.*

*C'est très ouvertement que Sarkozy s'appuie dans son entreprise sur le « dialogue social », c'est-à-dire l'association des dirigeants syndicaux. Avec eux se tiennent et vont se tenir une rafale de commissions et tables rondes en tout genre que Sarkozy prépare en invitant spectaculairement et médiatiquement Thibault, Mailly et Chérèque à déjeuner – aux frais des travailleurs contribuables !*

*Nul ne peut parler sérieusement de la nécessaire riposte des travailleurs à cette offensive, sans commencer par poser la question centrale : celle de la rupture par les dirigeants syndicaux de cette concertation dont, comme le répètent à l'envie Sarkozy et Fillon, « les objectifs sont intangibles ».*

*Le rapport introductif de Gérard Aschiéri ne disait mot de cette question. Il s'agit de faire comme si la participation allait de soi. Dans le journal du SNES, les dirigeants du SNES annoncent qu'ils iront à la concertation sur le métier d'enseignant porteur des demandes « d'évolutions positives » - ce qui est réitéré dans la motion de la direction de la FSU.*

*Mais qui a rencontré un seul enseignant qui imagine un instant que, du gouvernement Sarkozy Fillon, on puisse attendre des « évolutions positives » ? Qui peut le penser après l'intervention de Sarkozy à Nantes, le 19 septembre, où celui-ci a ouvertement – c'est une première !- annoncé que le but était la disparition de tous les fonctionnaires sous statut à travers la proposition qui leur est faite d'un « pécule » pour passer à un contrat de droit privé ?*

*Mais l'annonce par les dirigeants de l'objectif d'« évolutions positives » n'a qu'un but : nouer le lien avec le gouvernement sur le terrain des « évolutions nécessaires », de la « réforme nécessaire », justifier l'association des directions syndicales à la contre réforme en cours !*

*Nous avons dû constater que dans le CDFN de la FSU, le courant Front Unique a été le seul (1) à combattre pour que soit dénouée cette alliance des dirigeants syndicaux avec le gouvernement. Car au-delà des propositions*

---

<sup>1</sup> Dans son courrier à Gérard Aschiéri, Jack Lefebvre (représentant du courant PRSI) écrit à juste titre que pour mener à bien son offensive, le gouvernement a impérieusement besoin de l'association des directions syndicales à travers les concertations. Voilà pourquoi notre camarade Olivier Rougerie a proposé à Jacques Lefebvre et à ses camarades de mener avec nous le combat contre la participation des dirigeants à ces concertations, en particulier ceux de la FSU. Hélas ! Non seulement PRSI a voté contre la motion Front Unique mais encore les amendements PRSI se prononcent explicitement pour ladite participation, maintenant comme l'appareil de la FSU la fiction que les revendications pourraient y être défendues. Nous citons l'amendement PRSI : « *Le CDFN de la FSU réaffirme les revendications qui ne sauraient être remises en cause dans les rencontres qui vont avoir lieu* ». Mais précisément « *les rencontres qui vont avoir lieu* » n'ont aucun autre objectif que de passer à la trappe ces « revendications » et l'ensemble des acquis et garanties existant !

d'« action » plus ou moins « radicales » des uns et des autres, il y a un accord des uns et des autres : le « dialogue social » doit avoir lieu.

*Seule l'intervention des travailleurs, leur irruption sur la scène de la lutte des classes permettra d'imposer aux dirigeants de sortir des salons ministériels où se tiennent les concertations. Seule elle peut permettre d'enrayer l'offensive gouvernementale. C'est pour contribuer à cet objectif que nous vous invitons à vous associer au combat du courant Front Unique.*

### ***Intervention de Roland MICHEL, débat général, mardi 18 septembre***

Sarkozy parle aujourd'hui des régimes spéciaux, demain de la Fonction Publique. Il s'agit de deux pièces maîtresses de l'entreprise de contre réformes dans laquelle le gouvernement Sarkozy Fillon est engagé.

Sarkozy fait dire dans Le Monde à son conseiller Soubie :

*« L'action gouvernementale doit s'appuyer sur le dialogue social, mais celui-ci ne doit pas être organisé dans des calendriers tels qu'il ferait obstacle à l'action ».*

Tout est là. Le gouvernement s'appuie sur le dialogue social. Jamais l'offensive contre les acquis ouvriers et les droits démocratiques n'a été aussi concentrée. Et en même temps, jamais il n'y a eu à ce point pléthore de « tables rondes », « conférences » et autres commissions avec les directions syndicales – sans compter les invitations à déjeuner de Sarkozy : concertation sur le Contrat de travail, négociations d'entreprise sur le service minimum, concertation pour liquider les régimes spéciaux, conférences Fonction Publique, commission sur la « redéfinition » du métier d'enseignant. J'en oublie...

Multiplicité des attaques, multiplicité des concertations. Soubie a raison. Les unes ne vont pas sans les autres ; les unes ont besoin des autres.

Ceux qui décident dans ces circonstances de répondre à la demande du gouvernement et de participer à ces concertations ne peuvent pas ignorer ce qu'ils font.

Ils savent avec quel gouvernement ils acceptent de s'associer : avec le gouvernement qui, chaque jour, comptabilise le nombre de travailleurs immigrés et d'enfants qu'ils ont réussi à mettre dans l'avion de l'expulsion ; avec le gouvernement qui, via son armée, – on vient d'en avoir confirmation – s'associe au tyran Bozizé en République Centrafricaine pour raser les villages accusés de pactiser avec les « rebelles ».

Ils savent de quoi ils discutent et sur quels objectifs car le gouvernement ne le cache pas une seule seconde. Lorsqu'il ouvre la concertation, il dit aux dirigeants syndicaux : voilà à quoi nous devons aboutir et dans quels délais. Nous arriverons ensemble à la liquidation des régimes spéciaux ; nous arriverons ensemble à la destruction du CDI ; nous arriverons ensemble à la destruction du statut de la Fonction Publique de 1946 et à la suppression de centaines de milliers de postes d'ici la fin de la législature. Nous arriverons ensemble à liquider les garanties statutaires des enseignants, leur qualification et leur monovalence en collège et lycée ; nous instaurerons la bivalence.

Alors prétendre que dans le cadre de ces concertations, il serait possible en quoi que ce soit de défendre les revendications et exigences des travailleurs, c'est se moquer des syndiqués, c'est se moquer des personnels. D'ailleurs, ceux qui s'apprentent à se rendre à ces concertations ont pris le soin de faire disparaître de leurs communiqués tout ce qui s'apparenterait aux mots d'ordre qui pourraient unifier les personnels contre ce gouvernement.

Regardez par exemple les communiqués signés par les fédérations de fonctionnaires. Cherchez y le mot d'ordre : non au budget 2008 ! Aucune suppression de poste ! Remplacement poste par poste de tous les départs en retraite ! Vous ne les trouverez pas.

Lors d'un Bureau National précédent, un représentant de l'Ecole Emancipée a dit : « *Ce qui importe ce n'est pas la participation aux concertations ou non. Ce qui importe, c'est l'établissement d'un « rapport de forces »* »

Comme si l'établissement du rapport des forces, comme si la possibilité que les travailleurs s'engagent dans le combat contre le gouvernement Sarkozy –Fillon était indépendant de la prise de position des organisations ! Comme s'il était indifférent que les organisations défendent les revendications ou leur tournent le dos ! Comme s'il était indifférent pour le « rapport de forces » que les directions syndicales acceptent ou pas de s'associer aux contre réformes gouvernementales ! C'est bien piteusement se défaire de ses propres responsabilités que de se réfugier, pour justifier par avance le succès éventuel de l'offensive gouvernementale, derrière le « rapport de forces ».

Non ! Le premier acte pour établir ce « rapport de forces » incombe exclusivement aux directions syndicales. C'est à elles qu'il incombe de décider de rompre avec le gouvernement !

C'est à la direction de la FSU de décider de ne pas participer aux « conférences Fonction Publique » visant à détruire le statut général et les statuts particuliers

C'est à la direction du SNES, du SNUIPP, du SNEP, du SNUEP, aux syndicats des enseignants de la FSU de décider de ne pas participer à la commission Rocard Pochard de « redéfinition » - destruction du statut des enseignants.

C'est cette exigence que le courant Front Unique propose au Conseil délibératif Fédéral National de reprendre.

***Intervention d'Olivier Lestang : Présentation de la motion sur la contre réforme de l'université, mercredi 19 septembre.***

Avant d'aborder la question de la contre-réforme de l'université, deux remarques.

La première concerne la lettre de Sarkozy aux « éducateurs ». La FSU doit appeler les collègues à la retourner à l'envoyeur.

La seconde porte sur la lettre de Guy Moquet. La direction fédérale doit s'élever contre cet acte bonapartiste qui voit un homme prétendre décider de l'ordre du jour de nos classes. Là encore, la FSU, le SNES, doivent appeler les collègues à refuser les injonctions de l'Elysée.

C'est très symboliquement devant le Medef que ce petit avatar de Bonaparte a fait sa rentrée politique. Et il a accordé à la réforme de l'Université une importance toute particulière, fanfaronnant « on la disait impossible, je l'ai faite ». Fillon l'avait déjà caractérisée de loi « peut-être la plus importante de la législature ».

Contrairement à ce que dit le texte présenté par la direction, on ne peut caractériser le vote de ce projet de « précipité ». Ce vote rapide est un signal politique adressé par Sarkozy et Fillon aux capitalistes qui sont derrière eux : « on ne reculera pas ». Il s'agit de conjurer le spectre des nombreux mouvements étudiants qui ont mis par le passé et jusqu'au CPE en échec la bourgeoisie française. Ils espèrent donc avec ce vote avoir d'ores et déjà engagé un processus irréversible, où toute marche arrière serait exclue.

D'autant que le contenu de cette loi est aussi de reléguer les mouvements étudiants dans les « livres d'histoire », là où Mme Lagarde, ministre des finances affirmait cet été devant l'Assemblée nationale expédier la « lutte de classe », je la cite. Car ce projet vise à détruire, fac par fac, tout ce qui unifie encore les étudiants – et les personnels : le cadre national et public de l'enseignement supérieur, en le soumettant au pouvoir des patrons et des régions, en privatisant les facs, en ouvrant la voie aux fondations privées à l'américaine. Mais encore en cassant le statut des personnels, en instaurant une concurrence féroce entre eux, ce qui aboutirait à la destruction des syndicats. Et puis pour connaître l'essence de ce projet, on peut encore se reporter au discours tenu par Mme Lagarde cet été, dont le mot d'ordre était « *il faut arrêter de penser* », une mauvaise habitude française selon elle. « *Arrêter de penser* », voilà le programme de la bourgeoisie de l'aveu même d'une de ses figures de proue.

Combattre pour l'abrogation de ce texte est donc tout à fait indispensable. Or, le double langage des sommets syndicaux sur cette question est tout à fait insupportable. En juillet, l'appel unitaire dit des « cordeliers » revendique l'abrogation de la loi. Mais le communiqué intersyndical de rentrée escamote cette exigence.

Et puis la responsabilité des directions syndicales, notamment du Snesup, mais aussi de l'Unef, dans le passage de cette loi, est tellement évidente que la ministre Péresse s'est fendue d'une lettre aux secrétaires généraux des syndicats pour les remercier de leur participation à la concertation ! Et cette concertation devrait encore continuer, sous la forme des « chantiers » ouverts... mais ouverts dans le cadre de la loi de privatisation des universités, sans oublier les « assises » co-organisées avec la CPU dont l'objectif avoué est « la réussite de la réforme voulue par le président de la république » ?!

Le texte présenté par la direction souligne que la « mise en place » de cette loi « signifierait la disparition du modèle universitaire » actuel. C'est tout à fait vrai.

Mais comment cette loi serait-elle mise en place ? Qui la met en place ?

Eh bien ce sont les Conseils d'Administration qui sont chargés de cette besogne, et qui l'ont déjà entamée dans plusieurs universités. Pour être plus clair encore : ce sont les élus syndicaux, à commencer par ceux du Snesup et de l'Unef, quand ils ne sont pas directement présidents d'université, qui doivent procéder au basculement dans le nouveau statut d'autonomie, généralisé donc inévitable... suite à la demande même de l'intersyndicale de l'enseignement supérieur, demande que Sarkozy s'est évidemment empressé d'accepter. Il n'y a donc pas d'échappatoire. « La mise en place » que déplore la direction de la FSU est réalisée ... par l'appareil du SNESUP-FSU dans les conseils ! Alors il est l'heure de rompre avec cette situation qui fait le jeu du gouvernement, qui permet à la loi d'autonomie de s'appliquer.

On ne peut à la fois combattre un texte et l'appliquer : la FSU doit se prononcer clairement pour l'abrogation de la loi d'autonomie et en conséquence appeler au boycott des conseils d'administration.

Cela permettrait de mettre un terme à des situations comme celle de l'université d'Evry, dans mon département, où les élus Snesup prennent, bon gré mal gré, la responsabilité d'une précarité incroyable, avec des personnels administratifs qui ne sont même pas payés pendant des mois !

Enfin, alors que l'année qui vient s'annonce décisive à bien des égards, alors que d'ici juin, le gouvernement de Sarkozy entend avoir fait exploser le CDI, les régimes spéciaux, le régime général, domestiquer le droit de grève, restreindre encore l'assurance-maladie, et engager la destruction du statut des fonctionnaires et celui des enseignants, ce serait là un signal clair adressé aux personnels : le gouvernement n'est pas un partenaire dont on pourrait espérer, comme l'a dit un intervenant avant moi, des avancées positives, mais un ennemi qu'il faut combattre, et vaincre.

***Intervention d'Olivier Rougerie le mercredi 19 : Présentation de la motion : boycott des concertations sur la Fonction publique et sur le métier d'enseignant.***

Avec 23000 suppressions de postes de fonctionnaires, dont 11200 suppressions de postes d'enseignants, il s'agit d'une véritable saignée infligée à la Fonction publique. C'est deux fois plus que l'année passée. Alors comment laisser croire, comme je l'ai entendu hier, qu'il s'agirait d'un recul (Aschieri).

Sarkozy l'a rappelé hier, le gouvernement au service du patronat n'entend en rien s'arrêter là ! Son offensive passe et ne peut passer que par la concertation. Par l'association étape par étape des directions des organisations syndicales.

L'objectif du gouvernement est clair : permettre d'atteindre le non remplacement d'un départ à la retraite sur deux. Et pour y arriver, il faut détruire les statuts.

A partir du 1<sup>er</sup> octobre, c'est la liquidation du statut de la Fonction publique qui sera discutée.

Dès le 24 septembre, s'ouvrira la commission Pochard Rocard sur la redéfinition du métier d'enseignant. Elle vise ni plus ni moins à la liquidation du statut des enseignants, l'objectif ayant été préalablement annoncé dans le rapport Darcos.

Dans ces conditions, on ne peut que s'étonner en lisant le texte présenté par la direction quand on lit que la « FSU défendra le principe du statut ». S'agit-il de défendre le « principe » ou de se prononcer pour la défense inconditionnelle du statut. Ce n'est pas qu'une question de mots !

Un peu plus loin, il est indiqué concernant la concertation sur le métier d'enseignant, que la « FSU et ses syndicats porteront leurs revendications pour des évolutions positives du métier des enseignants ». Soyons sérieux en face de ce gouvernement. Peut-on réellement obtenir des « évolutions positives » ? Non !

Sarkozy l'a rappelé hier, sa méthode pour arriver à la liquidation du contrat de travail vaut pour les autres. Les concertations doivent permettre d'aboutir à un bilan, préparant la réforme. Mais l'objectif ne laisse aucune ambiguïté subsistée ! *Libération* de ce matin titrait : « Sarkozy invite au dialogue forcé » ! Mais les dirigeants syndicaux ne sont pas forcés de s'y rendre. C'est de leur plein gré que les dirigeants syndicaux prennent l'initiative de s'y rendre.

Au contraire, la responsabilité de ce CDFN est d'indiquer clairement que la FSU (et ses syndicats concernés) ne se rendra pas à ces deux concertations. La défense réelle des personnels, de leur statut implique de rompre immédiatement avec le gouvernement.

La FSU doit sur cette base inviter les autres fédérations de fonctionnaires à prendre la même position.

Pour finir, j'ai sous les yeux la « lettre ouverte à Gérard Aschieri » adressée par le camarade Lefebvre dont je partage une partie. Il est écrit : « Le gouvernement a entrepris de réaliser un consensus autour de ses projets de contre-réformes. Nicolas Sarkozy entend associer les organisations syndicales à la mise en œuvre de ses orientations : la destruction des acquis sociaux et du modèle social français. Il sait qu'il a absolument besoin de l'appui des organisations syndicales pour les mettre en œuvre. C'est pourquoi il multiplie les tables rondes, les consultations, les rencontres et même les déjeuners avec les responsables syndicaux ».

J'invite les camarades en accord avec ce point de vue à en tirer les conclusions qui s'imposent : la rupture immédiate avec le gouvernement !

C'est le sens de la motion présentée par le courant Front unique.

***Intervention de Roland MICHEL. Présentation de la motion : aucun contact avec Hortefeux, le sinistre ministre de l' « identité nationale » mercredi 19 Septembre***

Aujourd'hui même, l'assemblée à majorité UMP s'apprête à voter la Nième loi contre les travailleurs immigrés. On sait qu'il s'agit de rendre quasi impossible le regroupement familial et en même temps de favoriser l'« immigration économique », l'immigration « choisie » par les patrons en fonction de leurs besoins d'une main d'œuvre surexploitable, le strict temps dont ils en auront besoin. Il s'agit d'une loi de négriers.

Tout le monde le sait. Derrière les lois, touchés par les lois, il y a les hommes. Nous savons tous que le travailleur immigré renvoyé chez lui, alors qu'il est malade, sans possibilité de se soigner dans le pays où il est expulsé, est envoyé à la mort. Nous savons tous que l'immigré renvoyé chez lui alors qu'il est traqué dans son propre pays par la police du dictateur local est envoyé à la mort. Il n'y a aucune exagération à dire que Hortefeux qui convoque les préfets pour leur demander de réaliser coûte que coûte le chiffre qu'il leur a fixé est un assassin.

Alors avec Hortefeux, il ne s'agit pas d'une discussion d'« opinion » entre gens de bonne compagnie. Il est inacceptable que la direction de la FSU se soit engagée avec le sinistre Hortefeux dans une telle discussion cet été.

La motion Front Unique demande que soit rompue par la direction de la FSU toute espèce de relation avec Hortefeux

### **Universités : motion présentée par le courant Front Unique**

Le CDFN,

- Considérant que la loi sur la « nouvelle université » est une machine de guerre pour privatiser et liquider l'enseignement supérieur public et tout particulièrement le statut des personnels,

Se prononce nettement pour l'abrogation de la loi Sarkozy-Pécresse

- Considérant qu'on ne peut à la fois combattre un texte et le mettre en œuvre ; et considérant que ce sont les conseils d'administration des universités qui sont chargés de réaliser le passage au nouveau statut d'autonomie,

Se prononce pour le boycott des conseils d'administration des universités et demande à ses syndicats directement concernés de le mettre en œuvre

pour 11 contre 74 abstentions 0 nppv 19

### **Motion Front Unique : contre le budget 2008, contre la participation aux conférences Fonction Publique et à la Commission Pochard Rocard**

Le budget 2008, ses 23000 suppressions de postes de fonctionnaires, ses 11200 postes supprimés dans l'Enseignement Public et la Recherche constituent une attaque d'une ampleur inégalée contre les fonctionnaires ; c'est une véritable déclaration de guerre qui leur est adressée par le gouvernement Sarkozy Fillon Et ce n'est qu'un début : le gouvernement Sarkozy Fillon annonce qu'il va frapper plus fort encore : passer d'un départ en retraite sur trois non compensée à un départ sur deux.

A ce propos Sarkozy a précisé le 30 août devant des milliers de patrons enthousiastes réunis à l'Université d'été du MEDEF : « *Je n'y ai pas renoncé* ( à l'objectif d'un non remplacement pour deux départs). *Mais c'est la réforme qui permettra d'atteindre cet objectif et non l'inverse. En décidant de ne pas remplacer un départ à la retraite sur trois en 2008, on progresse vers l'objectif tout en se donnant le temps de réformer* »

C'est cette réforme de la Fonction Publique qu'a programmé et annoncé le 17 Juillet Woerth. Tout y est et de la manière la plus explicite : « *des fonctionnaires moins nombreux* », « *des carrières plus longues* » ( Woerth prépare l'augmentation des annuités nécessaires à une retraite complète pour 2008), « *la mobilité entre ministères et entre fonctions publiques* » (permettant de suppressions de poste, instaurant la polyvalence et la flexibilité des postes), « *permettre à chaque responsable de choisir ses collaborateurs* » ( donc la liquidation de toutes les garanties statutaires en matière d'affectation selon l'exemple de la loi sur l'autonomie des universités),instaurer « *la performance* » comme « *loi de fonctionnement du service public* » Tel est l'objectif des quatre conférences – concertations Fonction Publique qui débutent le 1er Octobre.

Au vu de ces objectifs, clairement énoncés, ce serait se moquer des fonctionnaires, des syndiqués que de les présenter comme des lieux où pourraient être défendues leurs revendications. Ce sont au contraire des lieux visant explicitement à associer les directions des organisations syndicales à la destruction du statut de 1946, de tous les statuts particuliers, aux centaines de milliers de postes de fonctionnaires prévus sur la législation.

Il n'en va pas autrement de la commission Rocard Pochard mise en place par le gouvernement sur la « *redéfinition du métier d'enseignant* » qui doit instaurer, conformément aux objectifs clairement annoncés par le rapport Darcos du candidat Sarkozy, la bivalence et l'annualisation des enseignants du second degré notamment.

A partir du premier octobre la place des directions syndicales n'est pas de participer aux conférences de destruction du statut de la Fonction Publique, la place des syndicats nationaux de la FSU (SNES, SNUIPP, SNEP, SNUEP) n'est pas de participer à la commission Rocard Pochard de « redéfinition » - destruction des garanties statutaires et de la qualification des enseignants. Elle est de combattre contre le budget 2008, contre toute suppression de poste, pour le remplacement poste par poste de tous les départs en retraite, elle serait de convoquer une manifestation dans l'unité des fédérations de fonctionnaires à l'Assemblée Nationale à l'ouverture de la discussion sur ce budget

En conséquence de quoi le CDFN de la FSU décide de boycotter les conférences Fonction Publique du gouvernement

Il invite ses syndicats nationaux SNES, SNUIPP, SNEP, SNUEP à refuser de participer à la commission Rocard Pochard

Il s'adresse publiquement à toutes les fédérations de fonctionnaires pour les inviter à adopter la même position.

pour 5 contre 87 abstentions 5 nppv 8

**Motion présentée par « Front Unique » sur la loi Hortefeux**

La loi Sarkozy-Hortefeux présentée au parlement à partir du 18 septembre accroît la persécution des travailleurs immigrés.

Elle prévoit en effet des restrictions quasiment insurmontables, inhumaines, au regroupement familial, pour y substituer une « immigration économique » qui renvoie à la tradition de la traite négrière.

Dans le même temps, Hortefeux convoque les préfets pour leur demander de « faire du chiffre », de renvoyer à tour de bras vers la misère ou la mort les travailleurs sans-papiers et leurs familles, jusqu'aux enfants scolarisés.

Le CDFN de la FSU se prononce donc pour le retrait total du projet Sarkozy-Hortefeux.

Mais le Cdfn, considérant que le ministère intitulé sinistrement de « l'identité nationale » est tout entier constitué par Sarkozy et Fillon pour mener la sale besogne de l'organisation de la traque aux clandestins, de la chasse aux enfants, décide dorénavant de boycotter ce ministère du racisme et de l'oppression des immigrés et de refuser d'entretenir quelque contact que ce soit avec lui.

pour 12 contre 82 abstentions 2 nppv 10

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante:

Front Unique, 11, rue Michalias, 63000 Clermont-Fd.

[www.frontunique.com](http://www.frontunique.com)

email : [courrier@frontunique.com](mailto:courrier@frontunique.com)